

Dossier Universités, la crise

Pour une recherche bling-bling ?, par Alexandre Dupeyrix

LE MONDE | 18.02.09 | 13h57 • Mis à jour le 18.02.09 | 15h25

Prononcé le 22 janvier par Nicolas Sarkozy, le fameux discours sur l'innovation et la recherche, qui continue d'alimenter la colère des enseignants-chercheurs, repose sur une idéologie que la crise actuelle devrait pourtant rendre plus que suspecte. Cette idéologie tient en deux mots : *"évaluation"* et *"performance"*. Je cite notre président : *"Franchement, la recherche sans évaluation, ça pose un problème (...). Ecoutez, c'est consternant, mais ce sera la première fois qu'une telle évaluation sera conduite... dans nos universités... la première... 2009... franchement... on est un grand pays moderne... c'est la première fois (...). L'évaluation, c'est la récompense de la performance."*

Dire que les enseignants-chercheurs refusent d'être évalués, c'est ignorer le parcours et la vie quotidienne d'un chercheur. Mais la stratégie est simple et toujours aussi grossière : débusquer les prétendus tricheurs, les fainéants, les paresseux et justifier les réductions de postes ou les modifications de statut. Chercher c'est bien, trouver c'est mieux, c'est le message qui traverse le discours présidentiel, simple, imparable, facilement relayable au bistrot du coin. Cette rhétorique ras-du-zinc est socialement malsaine, le ressentiment dont elle est chargée est communicatif. Nicolas Sarkozy, c'est un peu Tullius Detritus dans l'album d'Astérix *La Zizanie* : partout où il passe, les gens se tapent dessus.

Pour appuyer sa démonstration, le président établit un syllogisme convaincant : il y a plus d'argent investi dans la recherche publique et plus de chercheurs statutaires en France qu'en Grande-Bretagne ; or les Anglais publient de 30 % à 50 % plus ; conclusion : pas besoin d'avoir un vrai statut pour faire du bon boulot, pour être productif et rentable.

Un éclaircissement s'impose. Nos traditions de recherche sont tout simplement différentes. Le système de publication dans des revues est typiquement anglo-saxon et provient, à l'origine, des sciences naturelles. Il s'est généralisé ces dernières années. Il se trouve que les Anglo-Saxons sont actuellement eux-mêmes confrontés aux limites du système qu'ils ont mis en place. Le slogan qui circule chez nos collègues, *"Publish or perish"* (publie ou crève), en dit bien toute l'ambiguïté. Précisément parce qu'ils ont moins de stabilité statutaire, ils sont sous pression, doivent rendre des comptes constamment. S'ensuit une inflation des publications. Que les articles soient plus ou moins identiques, bons ou mauvais, on s'en moque ; on a du chiffre, c'est l'essentiel. En voulant s'inspirer de ce modèle, Nicolas Sarkozy a un train de retard.

## **"PUBLIE OU CRÈVE !"**

Par ailleurs, il faut comparer ce qui est comparable. Déplorer que les publications des Français soient moins visibles au niveau international que les publications anglaises ou américaines n'est pas honnête. Nous sommes dans un contexte de domination culturelle où, sans même évoquer la disproportion des moyens, ce qui se dit ou s'écrit en anglais est systématiquement surévalué et s'impose à une bonne partie du monde. Cela revient exactement au même que de reprocher au cinéma français de ne pas pouvoir rivaliser avec le

cinéma américain. Tom Cruise n'est pas forcément meilleur acteur que Vincent Cassel ou Gérard Lanvin. C'est pourtant lui la star internationale.

Mais le doute est insinué : nos chercheurs-fonctionnaires sont des planqués qui bossent deux fois moins que les autres. Et ils voudraient conserver leur statut ?

J'en viens à un aspect qui me semble essentiel s'agissant d'un discours présidentiel. Pourquoi vouloir suspendre l'activité professionnelle des chercheurs à cette navrante alternative : "Publie ou crève !" Nicolas Sarkozy se fend d'une petite phrase anodine, mais terrifiante. Il dit : *"D'ailleurs, toute activité sans évaluation pose un problème."* Là, on entre véritablement dans la représentation du monde de notre président et on touche un problème fondamental qui dépasse largement la question des chercheurs : il s'agit au fond de savoir dans quel type de société l'on veut vivre. Le discours de Sarkozy est porté par le culte de la performance, l'obsession de tout mettre en concurrence. Tout doit avoir une utilité - mais aux yeux de qui ? et qui en fixe les critères ? -, et cette utilité doit être quantifiée, testée, validée. Il a tellement savonné la planche qu'il ne permet pas de position médiane : si l'on n'est pas performant, si l'on ne cherche pas à l'être, c'est qu'on est paresseux, assisté, parasite.

Cette idéologie utilitariste n'épargne évidemment pas les discussions autour de la recherche - et notamment en sciences humaines. Le grec ancien, ça sert à quoi ? Le français du Moyen Age, ça remplit le Stade de France ? L'étude du sanskrit, combien de brevets ? Il se trouve que quand le chercheur ne trouve pas, au minimum, et c'est énorme, il hérite et transmet. Ce bien qu'il transmet, c'est le patrimoine de l'humanité, la culture sous ses différentes formes, la mémoire de l'existence humaine.

Il se trouve aussi qu'il a d'autres rapports au monde, d'autres façons d'accomplir son existence que dans la recherche de profit, la comparaison avec autrui. Les chercheurs n'ont pas l'obsession du bling-bling. Ils ont choisi le temps de la réflexion et de l'analyse, l'échange et le partage de la connaissance, la liberté de suivre les chemins de recherche qui leur semblent pertinents. Cette liberté qu'on leur reproche est l'essence même de leur activité. Ne pas le comprendre, c'est ne pas comprendre ce que sont la recherche et la science.

J'ajouterai que la crise économique actuelle entame sérieusement la crédibilité d'un modèle fondé sur une obsession mortifère de la compétition et du gain. Que cette atmosphère générale de pression permanente nourrit un malaise sourd et une violence sociale. C'est là qu'on attendrait une vision, un souffle, une énergie véritablement positive, et non des décharges d'agressivité. Notre pays n'a pas besoin d'un chef d'entreprise vindicatif à sa tête, mais d'un homme de rassemblement qui se soucie de la paix sociale, d'un vivre-ensemble harmonieux et de la poursuite du bonheur - utopie qui est au fondement de notre modernité politique (cf. le préambule de la Déclaration de 1789).

Au fond, tout cela demande une certaine hauteur de vue. C'est un problème de... politique de civilisation ! Tiens, tiens, on n'en entend plus parler de celle-là.

---

**Alexandre Dupeyrix**, philosophe, germaniste, université Paris-Sorbonne

Article paru dans l'édition du 19.02.09